

Art. 13. Het ministerieel besluit van 18 oktober 1988 betreffende de toekenning van een premie voor het aanhouden van het zoogkoeienbestand wordt opgeheven. Het blijft evenwel van toepassing voor premieaanvragen die uiterlijk op 31 december 1992 zijn ingediend.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Brussel, de 3 februari 1994.

De Minister van Landbouw,
A. BOURGEOIS

Art. 13. L'arrêté ministériel du 18 octobre 1988 relatif à l'octroi d'une prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes est abrogé. Il reste applicable aux demandes de prime introduites au plus tard le 31 décembre 1992.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Bruxelles, le 3 février 1994.

Le Ministre de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 810

[C—Mac 27136]

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et d'eaux usées domestiques provenant d'établissements à partir desquels sont déversées des eaux usées industrielles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 6, § 3, 9 à 13, 14, § 1er, 64;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour la protection des eaux de surface;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "autorisation" : l'autorisation de déversement d'eaux usées prévue à l'article 6 du décret;

2° "décret" : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

3° "Administration" : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4° "Ministre" : le Ministre, membre du Gouvernement wallon, qui a la politique de l'eau dans ses attributions.

Art. 2. Les déversements dans une eau de surface ordinaire, dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées ou dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, d'eaux usées industrielles et d'eaux usées domestiques en provenance d'établissements à partir desquels sont déversées des eaux usées industrielles sont soumis à autorisation.

Le Ministre est l'autorité compétente pour délivrer cette autorisation.

Art. 3. Les procédures, pour obtenir les autorisations, fixées dans le présent arrêté s'appliquent aux déversements dans une eau de surface ordinaire, dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées ou dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, d'eaux usées industrielles et d'eaux usées domestiques en provenance d'établissements à partir desquels sont déversées des eaux usées industrielles.

CHAPITRE II. — Introduction des demandes d'autorisation

Art. 4. L'introduction des demandes d'autorisation doit se faire auprès de l'Administration, par lettre recommandée à la poste. La demande d'autorisation doit être introduite par l'exploitant de l'établissement ou par son mandataire en deux exemplaires au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe dûment complété et accompagné de ses annexes.

Lorsque la demande n'est pas complète, le demandeur en est informé dans les quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception et est invité à la compléter.

Lorsque la demande est complète, l'Administration le notifie au demandeur dans les quinze jours de sa réception.

CHAPITRE III. — Instruction des demandes et délivrance des autorisations

Art. 5. Dans un délai de trois mois à dater de la notification du fait que la demande d'autorisation est complète, le Ministre statue sur celle-ci.

Le Ministre peut proroger ce délai de la même durée. La décision motivée de prorogation est notifiée au demandeur.

Lorsque la demande d'autorisation comporte un déversement en égout, l'Administration sollicite l'avis de l'organisme d'épuration sur le territoire duquel le déversement est projeté. Cet avis sur le déversement en égout, est rendu dans le délai fixé dans la demande de l'Administration.

Art. 6. L'autorisation est délivrée sous forme d'arrêté ministériel comprenant :

- un préambule énonçant les différentes réglementations qui constituent le fondement de l'autorisation;
- une disposition reprenant au minimum l'identité du titulaire, l'adresse de l'établissement et la durée de validité de l'autorisation;
- une ou plusieurs annexes dans lesquelles sont mentionnées les conditions de déversement prévues à l'article 4 du décret; la localisation des points de déversement et le débit maximum par point de déversement.

Art. 7. L'Administration transmet simultanément une copie de l'autorisation à l'organisme d'épuration et à l'administration communale du lieu de déversement.

Dans le délai de quinze jours, à dater de la réception de ce document, l'administration communale procède à l'affichage de la copie de l'autorisation sans les annexes au lieu d'affichage habituel de la commune.

Dans les quinze jours de la réception de la décision et pendant une durée de trente jours, le demandeur ou le titulaire est tenu d'afficher l'autorisation sans les annexes à deux endroits visibles distants d'au moins cent mètres et situés le long de la voie publique carrossable la plus proche du lieu de déversement. Ces affichages sont maintenus en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de leur exposition.

CHAPITRE IV. — *Modification et renouvellement des autorisations*

Art. 8. Toute modification des caractéristiques des eaux usées déversées par rapport aux conditions de l'autorisation, est soumise à la modification préalable de l'autorisation.

La demande de modification est introduite, instruite et délivrée conformément aux chapitres II et III.

Art. 9. Si des caractéristiques des eaux usées déversées sont modifiées, le fonctionnaire visé à l'article 11, § 1er, 2° du décret, propose la modification de l'autorisation. Il en avise au préalable le titulaire de l'autorisation, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception.

A cet avis est joint un rapport motivé. Le titulaire de l'autorisation dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le fonctionnaire transmet au Ministre son rapport préalable, les observations éventuelles du titulaire de l'autorisation et sa proposition de modification.

Art. 10. Une demande de renouvellement d'autorisation doit être introduite, par le titulaire, au plus tard trois mois avant sa date d'expiration.

Les modalités d'introduction des demandes de renouvellement des autorisations, d'instruction de ces demandes et de délivrance de la nouvelle autorisation, sont celles qui sont prévues aux chapitres II et III.

CHAPITRE V. — *Usage et transmissibilité des autorisations*

Art. 11. L'autorisation est transmissible.

Tout changement d'exploitant doit cependant être signalé à l'Administration dans un délai d'un mois, à compter de la reprise effective de l'établissement par le nouvel exploitant.

CHAPITRE VI. — *Disposition générale*

Art. 12. Toute infraction à l'article 7, alinéa 3 ou à l'article 11, alinéa 2 du présent arrêté est punie d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de un à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1989 relatif aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et à leurs mesures de publicité est abrogé.

En dérogation du premier alinéa, les autorisations délivrées en vertu de cet arrêté restent valables jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle elles ont été accordées.

Art. 14. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT D'EAUX USEES

A1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Dénomination officielle de la firme :

Adresse du siège social :

N° : Rue/Av./Bd. :
 Code postal : Commune ancienne :
 Commune nouvelle :

Nom du siège d'exploitation pour lequel l'autorisation est demandée :

Adresse du siège d'exploitation :

N° : Rue/Av./Bd. :
 Code postal : Commune ancienne :
 Commune nouvelle :

Nom de la personne physique juridiquement responsable :

A2 ACTIVITE(S) EXERCÉE(S) AU SIEGE D'EXPLOITATION

—

—

A3 PERSONNES DE CONTACT

Nom responsable principal :

Fonction :

Tél. :

Nom responsable délégué :

Fonction :

Tél. :

A4 PERSONNEL EMPLOYE

Nombre de personnes travaillant au siège d'exploitation :

Nombre d'équipes successives par jour :

Eventuelle évolution pour l'avenir :

A5 PERIODES DE PRODUCTION

Biffer les périodes de non-fonctionnement de l'entreprise

Heures : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

Jours : LU MA MER JE VE SA DI

Mois : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Cadre réservé à l'Administration

Code INS :

Code activité :

N° ordre :

Récepteur :

Code zone hydrologique :

B1 MATIERES PREMIERES UTILISEES (en note annexe si nécessaire)

Nature	Quantités moyennes par jour	Quantités moyennes par mois

B2 PRODUITS ET MATIERES FABRIQUES (en note annexe si nécessaire)

Nature	Quantités moyennes par jour	Quantités moyennes par mois

B3 ALIMENTATION EN EAU

Indiquez dans le tableau ci-dessous les quantités d'eau consommées à usage domestique, de refroidissement et/ou industriel par votre entreprise en les ventilant par origine d'approvisionnement et en précisant les volumes moyens horaires, journaliers et mensuels consommés.

USAGE	DOMESTIQUE			REFROIDISSEMENT			INDUSTRIEL		
	m ³ /heure	m ³ /jour	m ³ /mois	m ³ /heure	m ³ /jour	m ³ /mois	m ³ /heure	m ³ /jour	m ³ /mois
ORIGINE									
Distribution publique									
Puits									
Source privée									
Citerne d'eau de pluie									
Etang privé									
Cours d'eau NOM :									
Lac NOM :									
Eau d'exhaure									
Nappe souterraine									

C RECEPTEURS ET DEBITS DE DEVERSEMENT

L'activité de votre entreprise vous amène à avoir un ou plusieurs déversements d'eaux usées dans un ou plusieurs récepteurs.

Sur le plan cadastral demandé au point D2, localisez et numérotez les déversements en ordre croissant dans le sens amont-aval, successivement dans les eaux de surface, dans les égouts publics et puis dans les autres récepteurs.

Sur le présent formulaire, répartissez ces déversements dans les trois rubriques ci-dessous en fonction de l'usage dont ces eaux ont fait l'objet (usage domestique, de refroidissement ou industriel) et complétez le tableau en mentionnant en regard du n° de déversement, le récepteur final de ce déversement (égout public, eau de surface, voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales, sous-sol, citerne,...).

Si le récepteur est une eau de surface (cours d'eau, lac, étang, canal,...), indiquez-en le nom courant.

Si le récepteur est le sous-sol, indiquez le moyen technique d'enfouissement (puits perdu, drain dispersant, plateau absorbant, écoulement dans cavité naturelle).

En cas de variations établies et sensibles de production (variations saisonnières, changements saisonniers de procédés de fabrication ou de produits fabriqués, périodes de surproduction, périodes de nettoyage systématique des installations, etc.), joindre en annexe un exposé succinct de la succession de ces périodes durant l'année.

En note annexe, décrire les circonstances accidentelles éventuellement possibles dans lesquelles les renseignements fournis ci-avant (débits et caractéristiques) seraient dépassés.

Décrire les moyens mis en œuvre pour circonscrire les incidences d'un tel accident.

C1 EAUX USEES DOMESTIQUES

Les récepteurs et les débits de développement d'eau usée domestique sont repris dans le tableau ci-dessous :

N° dév.	Récepteur du déversement	Débit max par heure	Débit max par jour	Débit max par mois

C2 EAUX DE REFROIDISSEMENT

1. Il existe — il n'existe pas — de circuit fermé de refroidissement.

2. Le volume d'eau circulant dans le circuit fermé de refroidissement est de m³.

3. La fréquence annuelle de purge du circuit fermé de refroidissement est de fois par an.

4. La purge du circuit fermé de refroidissement est effectuée pendant les périodes de l'année suivantes :

—
—

5. Les récepteurs et les débits de déversement d'eau de refroidissement sont repris dans le tableau ci-dessous :

N° dév.	Récepteur du déversement	Débit max par heure	Débit max par jour	Débit max par mois

6. Pour chaque déversement d'eau de refroidissement repris ci-dessus, veuillez préciser les caractéristiques maximales attendues de l'eau déversée au moyen de la grille R ci-annexée.

C3 EAUX USEES INDUSTRIELLES

1. Les récepteurs et les débits de déversement d'eaux usées industrielles sont repris dans le tableau ci-dessous :

N° dév.	Récepteur du déversement	Débit max par heure	Débit max par jour	Débit max par mois

2. Pour chaque déversement d'eau usée industrielle repris ci-dessus, veuillez préciser les caractéristiques maximales attendues de l'eau déversée au moyen de la grille I ci-annexée.

D DOCUMENTS A FOURNIR EN ANNEXE

Outre les documents et notes descriptives demandées éventuellement aux points précédents, fournir les documents ci-dessous :

1. un extrait de la carte IGN à l'échelle 1/10 000e (ou, à défaut, un extrait de carte routière ou un extrait de plan de commune) sur format Din A4 (20 x 29 cm) ou multiple permettant de situer votre entreprise par rapport à son entourage (500 mètres minimum);

2. un extrait du plan cadastral à l'échelle 1/2 500e sur lequel vous faites apparaître de façon distincte :

- l'implantation des bâtiments et aires de stockage extérieur;
- le(s) récepteur(s) d'eaux usées;
- le tracé des canalisations d'évacuation des eaux usées;
- les déversements numérotés;

3. un plan des installations, à l'échelle 1/100e, 1/500e ou 1/1 000e, sur lequel doit apparaître de façon distincte :
— pour chaque type d'eau rejetée (y compris les eaux pluviales), le tracé des canalisations d'évacuation, dans l'établissement et sur le terrain;

- l'emplacement des dispositifs de traitement des eaux usées;
- l'emplacement des dispositifs de contrôle des caractéristiques des eaux déversées (qualité et débits);

4. une description des processus de fabrication avec schéma des circuits d'écoulement des eaux;

5. une copie des autorisations de prise d'eau et de déversement antérieurement délivrées à la firme .

Je, soussigné M _____, déclare que les informations ci-dessus et présentées en annexe sont exactes.

Je sollicite du Ministre de la Région wallonne qui a l'eau dans ses compétences l'autorisation de déverser les eaux usées en provenance de l'établissement visé au point A du présent formulaire.

Fait à _____, le _____

Signature.

Formulaire à retourner complété, daté, signé et muni de ses annexes à l'adresse suivante :

Ministère de la Région wallonne
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
Division de l'Eau
Service des Eaux de Surface
Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

GRILLE I : Caractéristiques des eaux usées industrielles rejetées par le déversement n° ...

Note importante : les caractéristiques renseignées sur cette grille peuvent, le cas échéant, être reprises dans votre autorisation de déversement à titre de conditions de déversement. Veuillez donc à leur exactitude et, de préférence, justifiez-les par un bulletin d'analyse.

Paramètres de caractérisation des eaux usées industrielles	Unité	Valeur max au déversement	Remarques éventuelles
pH minimum	°S		
pH maximum	°S		
Température	°C		
Matières en suspension	mg/l		
Matières sédimentales (2h)	ml/l		
Demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C (DBO5)	mg/l		
Demande chimique en oxygène (DCO) (dichromate)	mg/l		
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl4	mg/l		
Détergents (anioniques, cationiques et non ioniques)	mg/l		
Phosphates	mg ^P /l		
Chlorures	mg/l		
Sulfates	mg/l		
Sulfites	mg/l		
Nitrates	mg ^N /l		
Nitrites	mg ^N /l		
Azote ammoniacal	mg ^N /l		
Azote organique	mg ^N /l		

Note : aux paramètres cités dans cette grille, mentionnez, si nécessaire, les teneurs maximales, dans les eaux déversées, en phénols, cyanures, chlore libre, chlore organique, fluorures, sulfures et mercaptans, composés organohalogénés, organophosphorés, organosiliciés, autres pesticides, chrome, zinc, cadmium, mercure, cobalt, plomb, nickel, arsenic, argent, manganèse, sélénium, fer, cuivre, aluminium, étain, autres substances chimiques toxiques, substances radioactives, etc.

Pour les produits utilisés dont la composition est inconnue, indiquez le nom du fournisseur et les références du produit.

GRILLE R : Caractéristiques des eaux de refroidissement rejetées par le déversement n° ...

Note importante ; les caractéristiques renseignées sur cette grille peuvent, le cas échéant, être reprises dans votre autorisation de déversement à titre de conditions de déversement. Veuillez donc à leur exactitude et, de préférence, justifiez-les par un bulletin d'analyse.

Paramètres de caractérisation des eaux de refroidissement	Unité	Valeur max avant épuration	Valeur max après épuration
pH minimum	°S		
pH maximum	°S		
Teneur en oxygène dissous	mg/l		
Température	°C		
Matières en suspension	mg/l		
Demande chimique en oxygène (DCO) (dichromate)	mg/l		
Dureté totale	° Fr		
Phosphates	mg ^P /l		
Chromates	mg/l		
Silicates	mg/l		
Nitrites	mg ^N /l		
Autres algicides, tartrifuges et inhibiteurs de corrosion	mg/l		

Cadre réservé à l'Administration

Code dossier :

N° décharge :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1993 relatif aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et d'eaux usées domestiques provenant d'établissements à partir desquels sont déversées des eaux usées industrielles.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 810

[C—Mac 27136]

23. DEZEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Genehmigungen für die Einleitung von industriellem Abwasser und häuslichem Abwasser aus Betrieben, aus denen industrielle Abwasser eingeleitet werden

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 6 § 3, 9 bis 13, 14 § 1, 64;

Aufgrund des Gutachtens des "Commission wallonne pour la protection des eaux de surface" (Wallonischen Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — *Anwendungsbereich*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° "Genehmigung" : die in Artikel 6 des Dekrets vorgesehene Genehmigung zur Einleitung von Abwässern;

2° "Dekret" : das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

3° "Verwaltung" : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "Minister" : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört.

Art. 2. Die Einleitungen in die ordentlichen Oberflächenwässer, in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwasservorfluter oder in die künstlichen Regenwasserabflüsse von industriellem Abwasser und häuslichem Abwasser aus Betrieben, aus denen industrielle Abwässer eingeleitet werden, werden einer Genehmigung unterworfen.

Der Minister ist die Behörde, die für die Ausstellung dieser Genehmigung zuständig ist.

Art. 3. Die im vorliegenden Erlaß festgelegten Verfahren zwecks der Erhaltung der Genehmigungen finden Anwendung auf die Einleitungen in die ordentlichen Oberflächenwässer, in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwasservorfluter oder in die künstlichen Regenwasserabflüsse von industriellem Abwasser und häuslichem Abwasser aus Betrieben, aus denen industrielle Abwässer eingeleitet werden.

KAPITEL II. — *Einreichung der Anträge auf Genehmigung*

Art. 4. Die Anträge auf Genehmigung müssen bei der Verwaltung durch Einschreibebrief eingereicht werden. Der Antrag auf Genehmigung muß vom Betreiber der Einrichtung oder von seinem Bevollmächtigten anhand des ordentlich ausgefüllten und mit seinen Anlagen versehenen Formulars, dessen Modell in der Beilage zu diesem Erlaß beigelegt ist, in zweifacher Ausfertigung eingereicht werden.

Wenn der Antrag nicht vollständig ist, wird der Antragsteller innerhalb von vierzehn Tagen darüber durch Einschreibebrief mit Rückschein unterrichtet und darum gebeten, seinen Antrag zu vervollständigen.

Wenn der Antrag vollständig ist, unterrichtet die Verwaltung den Antragsteller innerhalb von vierzehn Tagen nach seinem Empfang darüber.

KAPITEL III. — *Untersuchung der Anträge und Ausstellung der Genehmigungen*

Art. 5. Innerhalb von drei Monaten ab der Notifizierung der Vollständigkeit des Antrags befindet der Minister über diesen.

Der Minister kann diese Frist um die gleiche Dauer verlängern.

Der begründete Beschluß wird dem Antragsteller mitgeteilt.

Wenn der Antrag auf Genehmigung eine Einleitung in die Kanalisation beinhaltet, beantragt die Verwaltung das Gutachten der Klärungseinrichtung, auf dessen Gebiet die Einleitung vorgesehen wird. Dieses Gutachten betreffend die Einleitung in die Kanalisationen wird innerhalb der im Antrag der Verwaltung festgelegten Frist abgegeben.

Art. 6. Die Genehmigung wird in Form eines Ministerialerlasses ausgestellt, der folgendes beinhaltet :

- ein Vorwort, das die verschiedenen Regelungen zur Begründung der Genehmigung angibt;
- eine Bestimmung, die mindestens die Kennzeichnung des Inhabers, die Anschrift des Betriebs und die Gültigkeitsdauer der Genehmigung angibt;
- eine bzw. mehrere Anlagen, in denen die in Artikel 4 des Dekrets vorgesehenen Einleitungsbedingungen und zwar die Lokalisierung der Einleitungsorte und die maximale Einleitungsmenge pro Einleitungsort angegeben sind.

Art. 7. Die Verwaltung übermittelt gleichzeitig der Klärungseinrichtung und der Gemeindeverwaltung des Einleitungsorts eine Abschrift der Genehmigung.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt dieses Dokuments nimmt die Gemeindeverwaltung den Anschlag der Abschrift der Genehmigung ohne Anlage an den gewöhnlichen Anschlagflächen der Gemeinde vor.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt des Beschlusses und dreißig Tage lang soll der Antragsteller oder der Inhaber die Genehmigung ohne Anlage an zwei sichtbaren Plätzen anschlagen. Diese sind mindestens 100 Meter von einander entfernt und befinden sich an einem befahrbaren öffentlichen Weg, der am nächsten vom Einleitungsort liegt. Diese Anschläge werden in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand während ihrer ganzen Ausstellungsdauer gehalten.

KAPITEL IV. — *Änderung und Erneuerung der Genehmigungen*

Art. 8. Jede Änderung der Eigenschaften der eingeleiteten Abwässer im Verhältnis zu den Genehmigungsbedingungen werden einer vorherigen Abänderung der Genehmigung unterworfen.

Der Antrag auf Abänderung wird gemäß der Kapitel II und III eingereicht, untersucht und ausgestellt.

Art. 9. Wenn Eigenschaften der eingeleiteten Abwässer geändert werden, schlägt der in Artikel 11 § 1 2° des Dekrets erwähnte Beamte die Abänderung der Genehmigung vor. Er unterrichtet vorher den Inhaber der Genehmigung durch Einschreibebrief mit Rückschein darüber.

Dieser Bekanntmachung wird ein begründeter Bericht beigelegt. Der Inhaber der Genehmigung verfügt über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen geltend zu machen.

Nach Ablauf dieser Frist übermittelt der Beamte dem Minister seinen vorherigen Bericht, die eventuellen Bemerkungen des Inhabers der Genehmigung und seinen Abänderungsvorschlag.

Art. 10. Ein Antrag auf Erneuerung der Genehmigung muß vom Inhaber spätestens drei Monate vor ihrem Verfallsdatum eingereicht werden.

Die Modalitäten der Einreichung der Anträge auf Erneuerungen der Genehmigungen, der Untersuchung dieser Anträge und der Ausstellung der neuen Genehmigung sind diejenigen, die in den Kapiteln II und III vorgesehen sind.

KAPITEL V. — *Gebrauch und Übertragbarkeit der Genehmigungen*

Art. 11. Die Genehmigung ist übertragbar. Jeder Betreiberwechsel muß jedoch der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der tatsächlichen Übernahme des Betriebs vom neuen Betreiber mitgeteilt werden.

KAPITEL VI. — *Allgemeine Bestimmung*

Art. 12. Jeder Verstoß gegen Artikel 7 Absatz 3 oder Artikel 11 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses wird mit einer Haftstrafe von einem bis sieben Tagen und mit einer Geldbuße von einem bis fünfundzwanzig Francs oder nur mit einer dieser Strafen geahndet.

KAPITEL VII. — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 13. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1989 über die Genehmigungen für die Einleitung von industriellem Abwasser und über ihre Bekanntmachungsmaßnahmen wird aufgehoben.

In Abweichung vom ersten Absatz bleiben die aufgrund dieses Erlasses ausgestellten Genehmigungen anwendbar bis zum Ablauf der Periode, für die sie gewährt worden sind.

Art. 14. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

B1 VERWENDETE ROHSTOFFE (in beigefügter Notiz, wenn nötig)

Natur	Durchschnittsmengen pro Tag	Durchschnittsmengen pro Monat

B2 ERZEUGTE PRODUKTE UND STOFFE (in beigefügter Notiz, wenn nötig)

Natur	Durchschnittsmengen pro Tag	Durchschnittsmengen pro Monat

B3 WASSERVERSORGUNG

Bitte geben Sie in der unten stehenden Tabelle die Wassermengen an, die von Ihrem Unternehmen als häusliches Wasser, als Kühlwasser und/oder als industrielles Wasser verbraucht werden, und gliedern Sie sie nach ihrer Herkunft unter Angabe der verbrauchten durchschnittlichen Mengen pro Stunde, pro Tag und pro Monat auf.

VERWENDUNGEN HERKUNFT	HAUSHALT			KÜHLUNG			INDUSTRIE		
	m ³ /Stunde	m ³ /Tag	m ³ /Monat	m ³ /Stunde	m ³ /Tag	m ³ /Monat	m ³ /Stunde	m ³ /Tag	m ³ /Monat
öffentliche Wasserversorgung									
Schachtbrunnen									
Private Quelle									
Regenwassertank									
Privater Weiher									
Wasserlauf Name :									
Kanal Name :									
See Name :									
Trockenlegungs- wasser									
Grundwasser- spiegel									

C VORFLUTER UND ABFLUßMENGEN

Wegen der Tätigkeit Ihres Unternehmens müssen Sie an einer bzw. mehreren Stellen Abwasser in einen bzw. mehrere Vorfluter ableiten.

Lokalisieren Sie und numerieren Sie auf dem unter Punkt D2 verlangten Katasterplan die Einleitungspunkte in abnehmender Ordnung und in der Richtung aufwärts-abwärts, nacheinander in die Oberflächenwässer, in die öffentlichen Kanalisationen und dann in die anderen Vorfluter.

Verteilen Sie auf diesem Formular diese Einleitungen je nach der Verwendung dieses Wassers (häusliches Wasser, Kühlwasser, industrielles Wasser) in den drei unter stehenden Rubriken und ergänzen Sie die Tabelle, indem Sie gegenüber der Nummer der Einleitung den letzten Vorfluter dieser Einleitung (öffentliche Kanalisation, Oberflächenwasser, künstlichen Regenwasserabfluß, Untergrund, Tank, ...) angeben.

Wenn der Vorfluter ein Oberflächenwasser (Wasserlauf, See, Weiher, Kanal) ist, geben Sie seinen gewöhnlichen Namen an.

Wenn der Vorfluter der Untergrund ist, geben Sie das technische Versenkungsmittel (Sickerschacht, Sickergraben, aufsaugende Platte, Abfluß in einem natürlichen Hohlraum) an.

Bei nachgewiesenen und beträchtlichen Produktionsschwankungen (saisonbedingte Schwankungen, saisonbedingte Änderung der Produktionsverfahren oder der erzeugten Produkte, Überproduktionsperioden, Perioden der systematischen Reinigung der Anlagen, usw.), legen Sie eine kurze Darlegung der Reihenfolge dieser Perioden während des Jahres bei.

Beschreiben Sie in einer beigefügten Notiz die etwaigen unfallbedingten Umstände, in denen die eingangs gelieferten Auskünfte (Abflußmengen und Merkmale) überschritten werden würden.

Beschreiben Sie die zur Einschränkung der Auswirkungen eines solchen Unfalls getroffenen Maßnahmen.

C1 HÄUSLICHES ABWASSER

Die Vorfluter und die Abflußmengen des Abwassers aus dem Haushalt sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußeinleitung	Vorfluter der Einleitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

C2 KÜHLWASSER

1. Es besteht ein - es besteht kein - geschlossener Kühlungskreislauf.
2. Die in dem geschlossenen Kühlungskreislauf unlaufende Wassermenge beträgt Kubikmeter.
3. Die jährliche Frequenz der Entleerung des geschlossenen Kühlungskreislaufs ist mal im Jahr.
4. Die Entleerung des geschlossenen Kühlungskreislaufs erfolgt in den folgenden Perioden :

—

—

5. Die Vorfluter und die Kühlwassereinleitungsmengen sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußeinleitung	Vorfluter der Einleitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

6. Geben Sie für jede vorerwähnte Kühlwassereinleitung die zu erwartenden maximalen Merkmale des abgeleiteten Wassers anhand der beigefügten Tabelle R an.

C3 INDUSTRIELLES ABWASSER

1. Die Vorfluter und die Einleitungsmengen von industriellem Abwasser sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußeinleitung	Vorfluter der Einleitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

2. Geben Sie für jeden vorerwähnten Ableitpunkt von industriellem Abwasser die zu erwartenden maximalen Merkmale des abgeleiteten Wassers anhand der beigefügten Tabelle I an.

D BEIZUFÜGENDE UNTERLAGEN

Nebst den eventuell vorstehend verlangten Unterlagen und beschreibenden Notizen müssen die folgenden Unterlagen beigeliefert werden :

1. Ein Auszug aus der NGI-Karte im Maßstab 1/10 000 (oder mangels dessen ein Auszug aus einer Straßenkarte oder ein Auszug aus dem Gemeindeplan) im DIN A4 Format (20 x 29 cm) oder im Mehrfachformat, der die Lage Ihres Unternehmens gegenüber seiner Umgebung (mindestens 500 Meter) ersichtlich macht.

2. Ein Auszug aus dem Katasterplan im Maßstab 1/2 500, auf dem Sie :

- die Lage der Gebäude und der Außenlagerungsflächen;
 - der (die) Abwasservorfluter;
 - den Verlauf der Abwasserleitungen;
 - die nummerierten Ableitpunkte,
- deutlich angeben.

3. Ein Plan der Anlagen im Maßstab 1/100, 1/500 oder 1/1 000, auf dem :

- für jede Art abgeleiteten Abwassers (einschließlich des Regenwassers), der Verlauf der Abwasserleitungen, in der Firma und auf dem Gelände;
 - die Lage der Abwasserverarbeitungssysteme;
 - die Lage der Vorrichtungen für die Kontrolle der Merkmale des abgeleiteten Wassers (Qualität und Abflußmenge),
- deutlich angegeben werden müssen.

4. Eine Beschreibung der Herstellungsprozesse mit Wasserabflußschema.

5. Eine Kopie der der Firma früher ausgestellten Wasserentnahme- und Einleitungsgenehmigungen.

Ich, Unterzeichner
richtig sind.

erklärt, daß die oben erteilten und als Anlage beigefügten Auskünfte

Ich beantrage vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, die Genehmigung, Abwasser aus der unter Punkt A des vorliegenden Formulars erwähnten Firma einzuleiten.

Angestellt in _____, am _____

Unterschrift

Dieses Formular muß ausgefüllt, datiert, unterzeichnet und mit seinen Anlagen an die folgende Adresse zurückgesandt, werden :

Ministère de la Région wallonne
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
Division de l'Eau
Service des Eaux de Surface
Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

TABELLE I : Merkmale des aus dem Ableitepunkt Nr abgeleiteten industriellen Abwassers

Wichtiger Hinweis : die in dieser Tabelle erteilten Kennzeichen können gegebenenfalls in Ihrer Genehmigung als Einleitungsbedingungen angegeben werden. Sorgen Sie dann dafür, daß sie richtig sind und begründen Sie diese am besten durch einen Analysenschein.

Parameter für die Kennzeichnung des industriellen Abwassers	Einheit	Maximaler Wert bei der Einleitung	Etwaige Bemerkungen
minimales pH	°S		
maximales pH	°S		
Temperatur	°C		
Schwebstoffe	mg/l		
Ablagerungsfähige Stoffe (2 St.)	Ml/l		
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5) während 5 Tagen auf 20 °C	mg/l		
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB) (Dichromat)	mg/l		
Apolare Kohlenwasserstoffe, extrahierbar mit CCl ₄	mg/l		
(anionische, basische, nicht ionische) Detergentien	mg/l		
Phosphate	mg ^P /l		
Chloride	mg/l		
Sulfate	mg/l		
Sulfite	mg/l		
Nitrate	mg ^N /l		
Nitrite	mg ^N /l		
Ammoniakstickstoff	mg ^N /l		
Organischer Stickstoff	mg ^N /l		

Hinweis : Erwähnen Sie wenn nötig neben den in dieser Tabelle aufgeführten Parametern, die in dem abgeleiteten Abwasser maximalen vorhandenen Gehalte an Phenolen, Cyaniden, freiem Chlor, organischem Chlor, Fluoriden, Sulfiden und Mercaptanen, Organo-Halogen-Verbindungen, Organophosphaten, Organo-Silizium-Verbindungen, an anderen Pestiziden, an Chrom, Zink, Cadmium, Quecksilber, Cobalt, Blei, Nickel, Arsen, Silber, Mangan, Selen, Eisen, Kupfer, Aluminium, Zinn, anderen chemischen giftigen Stoffen, radioaktiven Stoffen, usw.

Für verwendete Produkte, deren Zusammensetzung unbekannt ist, geben Sie den Namen des Lieferants und die Kennzeichen des Produkts an.

TABELLE R : Merkmale des aus dem Ableitepunkt Nr abgeleiteten Kühlwassers

Wichtiger Hinweis : die in dieser Tabelle erteilten Kennzeichen können gegebenenfalls in Ihrer Genehmigung als Einleitungsbedingungen angegeben werden. Sorgen Sie dann dafür, daß sie richtig sind und begründen Sie diese am besten durch einen Analysenschein.

Parameter für die Kennzeichnung des Kühlwassers	Einheit	Maximaler Wert vor der Klärung	Maximaler Wert nach der Klärung
minimales pH	°S		
maximales pH	°S		
Gehalt an aufgelöstem Sauerstoff	mg/l		
Temperatur	°C		
Schwebstoffe	mg/l		
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB) (Dichromat)	mg/l		
Totale Härte	°Fr		
Phosphate	mg ^P /l		
Chromate	mg/l		
Silicate	mg/l		
Nitrite	mg ^N /l		
Andere Algenvertilgungsmittel, zur Verhinderung von Kesselstein eingesetzte Mittel und Korrosionshemmstoffe	mg/l		

Für die Verwaltung vorbehaltener Rahmen

Aktenzeichen :

Entlastungs-Nr. :

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1993 über die Genehmigungen für die Einleitung von industriellem Abwasser und häuslichem Abwasser aus Betrieben, aus denen industrielle Abwasser eingeleitet werden, beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 810

[C—Mac 27136]

23 DECEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de machtigingen tot lozing van industrieel of huishoudelijk afvalwater afkomstig van bedrijven die industrieel afvalwater lozen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 6, § 3, 9 tot 13, 14, § 1, 64;

Gelet op het advies van de Waalse Commissie voor de bescherming van het oppervlaktewater;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "machtiging" : de in artikel 6 van het decreet bedoelde machtiging tot lozing van afvalwater;

2° "decreet" : het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

3° "Bestuur" : de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "Minister" : de Minister, lid van de Waalse Regering, tot wiens bevoegdheden het water behoort.

Art. 2. Een machtiging is vereist voor lozingen van industrieel of huishoudelijk afvalwater afkomstig van bedrijven die industrieel afvalwater lozen, in het gewone oppervlaktewater, openbare rioleringen, verzamelleidingen van afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

De Minister is de bevoegde overheid voor het verlenen van die machtiging.

Art. 3. De in dit besluit vastgestelde procedures voor het verkrijgen van machtigingen gelden voor lozingen van industrieel of huishoudelijk afvalwater afkomstig van bedrijven die industrieel afvalwater lozen, in het gewone oppervlaktewater, openbare rioleringen, verzamelleidingen van afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de machtigingsaanvragen*

Art. 4. De machtigingsaanvraag moet bij ter post aangetekende brief in tweevoud bij het Bestuur worden ingediend door de exploitant van het bedrijf of door zijn gemachtigde. Ze moet worden ingediend d.m.v. van het bij dit besluit gevoegde formulier, behoorlijk ingevuld en samen met zijn bijlagen.

Als het formulier niet behoorlijk is ingevuld, wordt de aanvrager binnen vijftien dagen op de hoogte gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs en wordt hij verzocht het aan te vullen. Als het formulier behoorlijk is ingevuld, wordt de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag door het Bestuur ingelicht.

HOOFDSTUK III. — *Onderzoek van de aanvragen en toekenning van de machtigingen*

Art. 5. De Minister beslist over de machtigingsaanvraag binnen een termijn van drie maanden vanaf de mededeling dat de machtigingsaanvraag volledig is.

De Minister kan die termijn met drie maanden verlengen. Het met redenen omklede besluit tot verlenging wordt aan de aanvrager betekend.

Als de machtigingsaanvraag een lozing in een riolering betreft, wint het Bestuur het advies in van de zuiveringsinstelling van het gebied waar de lozing gepland is.

Art. 6. De machtiging wordt verleend in de vorm van een ministerieel besluit bestaande uit :

— een inleiding met de verschillende verordeningen die de rechtsgrond van het besluit vormen;

— een bepaling die minstens de identiteit van de houder, het adres van het bedrijf en de geldigheidsduur van de machtiging vermeldt;

— één of meer bijlagen die de in artikel 4 van het decreet bepaalde lozingsvoorwaarden, de lozingsplaatsen en het maximumdebiet per lozingsplaats vermelden.

Art. 7. Het Bestuur zendt de zuiveringsinstelling en het gemeentebestuur van de lozingsplaats **gelijktijdig** een afschrift van de machtiging toe.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van dat document laat het gemeentebestuur het afschrift van de machtiging zonder haar bijlagen aanplakken op de gewone aanplakplaatsen in de gemeente.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing en gedurende een termijn van dertig dagen is de aanvrager of de houder verplicht de machtiging zonder haar bijlagen aan te plakken op twee zichtbare plaatsen die op hoogstens honderd meter afstand liggen langs de openbare weg die het dichtst bij de lozingsplaats gelegen is. De kennisgevingen moeten tijdens de hele aanplakduur goed zichtbaar en leesbaar blijven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging en vernieuwing van de machtigingen*

Art. 8. Elke wijziging van de kenmerken van het geloosde afvalwater t.o.v. de voorwaarden van de machtiging houdt de voorafgaande wijziging van de machtiging in. De aanvraag om wijziging wordt ingediend, onderzocht en toegekend overeenkomstig de hoofdstukken II en III.

Art. 9. Bij wijziging van kenmerken van het geloosde afvalwater, moet de in artikel 11, § 1, 2°, van het decreet bedoelde ambtenaar de wijziging van de machtiging voorstellen. Eerst stelt hij de houder van de machtiging bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs op de hoogte van dat voorstel tot wijziging.

Bij die kennisgeving wordt een met redenen omkleed verslag gevoegd. De houder van de machtiging beschikt over een termijn van één maand om zijn opmerkingen voor te dragen.

Na het verstrijken van die termijn zendt de ambtenaar de Minister zijn verslag toe, alsmede de eventuele opmerkingen van de machtigingshouder en zijn voorstel tot wijziging.

Art. 10. De aanvraag om machtigingsvernieuwing moet uiterlijk drie maanden vóór de vervaldatum van de machtiging door de houder worden ingediend.

De modaliteiten voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen om machtigingsvernieuwing alsmede voor de toekenning van de nieuwe machtiging zijn die welke in de hoofdstukken II en III zijn bepaald.

HOOFDSTUK V. — *Gebruik en overdraagbaarheid van de machtigingen*

Art. 11. De machtiging is overdraagbaar.

Elke verandering van exploitant moet echter aan het Bestuur worden medegedeeld binnen een termijn van één maand met ingang van de daadwerkelijke overname van het bedrijf door de nieuwe exploitant.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepaling*

Art. 12. Iedere overtreding van artikel 7, derde lid, of artikel 11, tweede lid, van dit besluit wordt gestraft met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met een geldboete van één tot vijftientig frank of met één van die straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1989 betreffende de machtigingen voor het lozen van industrieel afvalwater en de maatregelen inzake bekendmaking van die machtigingen wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid gelden de krachtens dit besluit toegekende machtigingen tot het verstrijken van de periode waarvoor zij werden toegekend.

Art. 14. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

AANVRAAGFORMULIER VOOR EEN MACHTIGING TOT LOZING VAN AFVALWATER
--

A1 IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER

Officiële benaming van het bedrijf :

Adres van de maatschappelijke zetel :

Nr. Straat/Laan/Boulevard. :

Postnr. : Vorige gemeente :

Nieuwe gemeente :

Naam van de exploitatiezetel waarvoor de machtiging wordt gevraagd :

Adres van de exploitatiezetel :

Nr. : Straat/Laan/Boulevard. :

Postnr. : Vorige gemeente :

Nieuwe gemeente :

Naam van de rechtskundig verantwoordelijke natuurlijke persoon :

A2 ACTIVITEIT(EN) UITGEOEFEND OP DE EXPLOITATIEZETEL

—
—

A3 CONTACTPERSONEN

Naam van de hoofdverantwoordelijke :

Functie :

Tel. :

Naam van de gemachtigde verantwoordelijke :

Functie :

Tel. :

A4 TEWERKGESTELD PERSONEEL

Aantal tewerkgestelde personen op de exploitatiezetel :

Aantal achtereenvolgende werkploegen per dag :

Toekomstige ontwikkeling :

A5 PRODUKTIEPERIODES

De inactiviteitsperiodes van het bedrijf doorhalen :

Uren : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

Dagen : MA DI WO DO VR ZA ZO

Maanden : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Vak bestemd voor het Bestuur

NIS-code :

Activiteitscode :

Ordernr. :

Ontvangend milieu :

Code van de hydrologische zone :

B1 GEBRUIKTE GRONDSTOFFEN (desnoods in een bijgevoegde nota)

Aard	Gemiddelde dagelijkse hoeveelheden	Gemiddelde maandelijkse hoeveelheden

B2 VERVAARDIGDE PRODUCTEN EN STOFFEN (desnoods in een bijgevoegde nota)

Aard	Gemiddelde dagelijkse hoeveelheden	Gemiddelde maandelijkse hoeveelheden

B3 WATERVOORZIENING

Vermeld in de tabel hieronder de door uw bedrijf verbruikte hoeveelheden water voor huishoudelijk gebruik, afkoeling en/of industrieel gebruik. Verdeel ze per bevoorradingsbron en geef de per uur, dagelijks en maandelijks verbruikte gemiddelde hoeveelheden nauwkeurig aan.

GEBRUIK(EN) OORSPRONG(EN)	HUISHOUDELIJK			AFKOELING			INDUSTRIEEL		
	m ³ /uur	m ³ /dag	m ³ /maand	m ³ /uur	m ³ /dag	m ³ /maand	m ³ /uur	m ³ /dag	m ³ /maand
Openbare voorziening									
Waterputten									
Privé-bron									
Regenwatertank									
Privé-vijver									
Waterloop naam :									
Kanaal naam :									
Meer naam :									
Uitgepompt water									
Grondwater									

C ONTVANGENDE MILIEUS EN LOZINGSDEBIETEN

De activiteit van uw bedrijf dwingt u tot één of meer afvalwaterlozingen in één of meer ontvangende milieus.

Lokaliseer en nummer in toenemende orde in de richting stroomopwaarts-stroomafwaarts, op het in punt D2 gevraagde kadastrale plan, de lozingen die achtereenvolgens in het oppervlaktewater, de openbare rioleringen en de andere ontvangende milieus worden verricht.

Verdeel de lozingen op het formulier over de drie hierna vermelde rubrieken, naar gelang van het gebruik van het water (huishoudelijk gebruik, afkoeling of industrieel gebruik) en vermeld het ontvangende milieu van de lozing (openbare riolering, oppervlaktewater, kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, ondergrond, tank, ...) naast het lozingsnummer.

Bij lozing van afvalwater in een oppervlaktewater (waterloop, meer, vijver, kanaal, ...), vermeld de gewone naam ervan.

Bij lozing van afvalwater in de ondergrond, vermeld de gebruikte methode (zakput, verspreidende drainneerbuis, absorberende vlakte, afvloeiing in een natuurlijke holte, ...).

In geval van aanzienlijke produktieveranderingen (seizoengebonden veranderingen, seizoengebonden wijzigingen van productieprocessen of vervaardigde produkten, periodes van overproductie, periodes van systematische reiniging van de installaties, ...), voeg een korte omschrijving van die opeenvolgende periodes in de loop van het jaar bij.

Omschrijf in een bijgaande nota de eventuele toevalligheden waarin de hierboven verstrekte inlichtingen (de bieten en kenmerken) niet meer van pas zouden komen.

Omschrijf de middelen om de gevolgen van een dergelijke toevalligheid in te dammen.

C1 HUISHOUELIJK AFVALWATER

De ontvangende milieus en de lozingsdebieten van industrieel afvalwater worden vermeld in de volgende tabel :

Nr. van de lozing	Ontvangend milieu	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

C2 KOELWATER

1. Aanwezigheid/afwezigheid van een gesloten koelsysteem.
2. De hoeveelheid water in het koelsysteem bedraagt m³.
3. Het gesloten koelsysteem wordt maal per jaar gereinigd.
4. Het gesloten koelsysteem wordt tijdens de volgende periodes van het jaar gereinigd :

—

—

5. De ontvangende milieus en de lozingsdebieten van koelwater worden vermeld in de volgende tabel :

Nr. van de lozing	Ontvangend milieu	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

6. Gelieve voor iedere koelwaterlozing de verwachte maximale kenmerken van het geloosde water nauwkeurig weer te geven aan de hand van bijgaande tabel R.

C3 INDUSTRIEEL AFVALWATER

1. De ontvangende milieus en de lozingsdebieten van industrieel afvalwater worden vermeld in de volgende tabel :

Nr. van de lozing	Ontvangend milieu	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

2. Gelieve voor iedere lozing van industrieel afvalwater de verwachte maximale kenmerken van het geloosde water nauwkeurig weer te geven aan de hand van bijgaande tabel I.

D ALS BIJLAGE TE VERSTREKKEN STUKKEN

Naast de in de vorige punten eventueel gevraagde stukken en beschrijvende nota's, moeten eveneens worden verstrekt :

1. een uittreksel uit de NGI-kaart op een schaal van 1/10 000 (of, bij gebrek daaraan, uit een wegenkaart of een gemeentepan) op formaat DIN A4 (20 x 29 cm) of veelvoud om uw bedrijf t.o.v. zijn omgeving (minimum 500 m) te kunnen situeren;
2. een uittreksel uit een kadastraal plan op een schaal van 1/2 500 waarop de volgende elementen duidelijk moeten voorkomen :
 - de vestiging van de gebouwen en buitenopslagplaatsen;
 - het (de) ontvangende milieu(s) van het afvalwater;
 - het tracé van de afvoerleidingen van het afvalwater;
 - de genummerde lozingen;
3. een plan van de installaties op een schaal van 1/100, 1/500 of 1/1 000 waarop de volgende elementen duidelijk moeten voorkomen :
 - voor ieder type geloosd afvalwater (inclusief regenwater) het tracé van de afvoerleidingen in het bedrijf en op het terrein;
 - de ligging van zuiveringsinrichtingen van het afvalwater;
 - de ligging van de inrichtingen voor de controle van de kenmerken van het geloosde afvalwater (kwaliteit en debieten);
4. een beschrijving van de fabricageprocessen met een schema van de waterafvloeiingsystemen;
5. een afschrift van de aan het bedrijf reeds verleende waterwinnings- en lozingsmachtigingen.

Ik, ondergetekende _____, verklaar dat de bovenvermelde en bijgaande inlichtingen juist zijn.

Ik verzoek de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het water behoort, om een machtiging tot lozing van afvalwater afkomstig van het onder punt A van dit formulier bedoelde bedrijf.

Gedaan te _____, op _____

Handtekening.

Dit formulier moet ingevuld, gedateerd en ondertekend met zijn bijlagen worden teruggezonden naar het volgende adres :

Ministère de la Région wallonne (Ministerie van het Waalse Gewest)
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
(Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)
Division de l'Eau (Afdeling Water)
Service des Eaux de surface (Dienst Oppervlaktewater)
Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

TABEL I : Kenmerken van het industriële afvalwater van lozing nr. ...

Belangrijke opmerking : de in dit schema vermelde kenmerken kunnen in voorkomend geval als lozingsvoorwaarden in uw lozingsvergunning worden vermeld. Zorg er dus voor dat ze nauwkeurig zijn en rechtvaardig ze bij voorkeur met een analyseverslag.

Karakteriseringsparameters van het industriële afvalwater	Eenheid	Max. waarde bij de lozing	Eventuele opmerkingen
minimum pH	°S		
maximum pH	°S		
Temperatuur	°C		
Zwevende stoffen	mg/l		
Bezinkbare stoffen (2 uur)	ml/l		
Biochemisch zuurstofverbruik tijdens 5 dagen en tegen 20 °C (BOD5)	mg/l		
Chemisch zuurstofverbruik (COD) (tweekleurig)	mg/l		
Met CCl4 extraheerbare non-polaire koolwaterstoffen	mg/l		
Detergenten (anionisch, cationisch en non-ionisch)	mg/l		
Fosfaten	mg ^P /l		
Chloriden	mg/l		
Sulfaten	mg/l		
Sulfieten	mg/l		
Nitraten	mg ^N /l		
Nitrieten	mg ^N /l		
Ammonium gebonden stikstof	mg ^N /l		
Organisch gebonden stikstof	mg ^N /l		

Nota : vermeld zo nodig voor de in de tabel hierboven bedoelde parameters de maximumgehalten, in het geloosde afvalwater, aan fenolen, cyaniden, vrij chloor, organisch chloor, fluoriden, sulfiden en mercaptanen, organische halogeenverbindingen, organische fosforverbindingen, organische kiezelverbindingen, andere pesticiden, chroom, zink, cadmium, kwik, kobalt, lood, nikkel, arsenicum, zilver, mangaan, selenium, ijzer, koper, aluminium, tin, andere giftige chemische stoffen, radioactieve stoffen, enz.

Voor de gebruikte producten waarvan de samenstelling onbekend is, gelieve de naam van de leverancier en de referenties van het produkt te vermelden.

TABEL R. : Kenmerken van het koelwater van lozing nr. ...

Belangrijke opmerking : de in deze tabel bedoelde kenmerken kunnen in voorkomend geval als lozingsvoorwaarden in uw lozingsvergunning worden vermeld. Zorg er derhalve voor dat ze nauwkeurig zijn en rechtvaardig ze bij voorkeur met een analyseverslag.

Karakteriseringsparameters van het koelwater	Eenheid	Max. waarde bij de lozing	Eventuele opmerkingen
minimum pH	°S		
maximum pH	°S		
Gehalte aan opgeloste zuurstof	mg/l		
Temperatuur	°C		
Zwevende stoffen	mg/l		
Chemisch zuurstofverbruik (COD) (tweekleurig)	mg/l		
Totale hardheid	°Fr		
Fosfaten	mg ^P /l		
Chromaten	mg/l		
Silicaten	mg/l		
Nitrieten	mg ^N /l		
Andere algiciden, ketelsteen voorkomende en roestwerende middelen	mg ^N /l		

Vak bestemd voor het Bestuur

Dossiercode :

Lozingsnr. :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1993 betreffende de machtigingen voor het lozen van industrieel of huishoudelijk afvalwater afkomstig van bedrijven die industrieel afvalwater lozen.

Namen, 23 december 1993.

De Voorzitter van de Waalse Regering belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN